Strasbourg, 21 novembre 2019 T-PD(2019)RAP39Abr

COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

(Convention 108)

39e réunion plénière

Strasbourg, 19-21 novembre 2019

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale droits de l'homme et État de droit

1. Le Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatique des données à caractère personnel (STE n° 108, ci-après la « Convention 108 »), établi en vertu de l'article 18 de la Convention 108, a tenu sa 39e réunion plénière[1] à Strasbourg, du 19 au 21 novembre 2019, sous la présidence de Mme Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour tel qu'adopté par le Comité et la liste des participants font l'objet des annexes 1 et 2 respectivement.

Le Comité :

2.1. prend note des informations communiquées par M. Jan Kleijssen, directeur de la Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, concernant notamment :

- le début, le 18 septembre, du mandat de cinq ans en tant que Secrétaire Générale du Conseil de l'Europe de Mme Marija Pejčinović Burić (Croatie), élue en juin 2019 par l'Assemblée parlementaire, et l'importance stratégique de la protection des données qu'elle a soulignée en plusieurs grandes occasions ;

- le retour à la normale de la situation budgétaire de l'Organisation à la suite du règlement par la Fédération de Russie de sa contribution au budget du Conseil de l'Europe ;

- la création du Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI) qui a tenu sa première réunion plénière du 18 au 20 novembre 2019 et qui est chargé d'examiner, sur la base de larges consultations multipartites, la faisabilité et les éléments potentiels d'un cadre juridique pour le développement, la conception et l'application de l'intelligence artificielle, fondé sur les normes du Conseil de l'Europe dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit ;

- l'occasion unique offerte cette semaine d'échanger des vues avec la communauté de la cybercriminalité lors de la Conférence Octopus en vue de préserver la cohérence nécessaire entre la Convention 108+ et le deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest ;

- le soutien exceptionnel à la Convention 108+ en tant que norme mondiale, témoigné lors de la 41e Conférence internationale des commissaires à la protection des données et de la vie privée (ICDPPC, Tirana, 21-24 octobre 2019).

2.2. prend note des informations communiquées par le Secrétariat sur a) l'état des adhésions à la Convention 108, et en particulier l'adhésion récente à compter du 1er septembre 2019 du Maroc, qui devient ainsi le 55e État partie à la Convention 108, ainsi que le dépôt par le Royaume-Uni d'une Déclaration d'extension territoriale de la Convention 108 au Territoire de Gibraltar et son entrée en vigueur le 1er novembre 2019 ; b) la récente signature de la Convention 108+ (Protocole d'amendement STCE n° 223) par Saint-Marin le 16 juillet 2019, par la Grèce le 6 septembre 2019, par l'Argentine le 19 septembre 2019, par l'Arménie le 2 octobre 2019 et par la Suisse le 21 novembre, ce qui porte à 35 le nombre total de signatures et prend note de la signature imminente annoncée par la Serbie ; c) l'adoption de lois de ratification par la Lituanie et la Slovaquie ; d) l'état d'avancement de la demande d'adhésion déposée par le Costa Rica pour adhérer à la Convention modernisée ; et e) l'exercice de suivi réalisé par le Groupe de rapporteurs compétent du Comité des Ministres en ce qui concerne la décision du Comité des Ministres (voir CM/Del/Dec(2018)128/5) qui souligne l'importance d'une adhésion rapide au Protocole d'amendement ;

2.3 prend note de l'exposé de Mme Cécile de Terwangne qui présente les documents relatifs au mécanisme d'évaluation et de suivi au titre de la Convention 108+ et les résultats des travaux menés par le Groupe de travail correspondant. Le Comité procède à un échange de vues avec l'experte sur les projets de documents et demande à son Bureau de réexaminer les documents lors de sa 49e réunion sur la base des discussions et d'éventuelles observations écrites (les délégations sont invitées à envoyer leurs commentaires jusqu'au 6 décembre 2019) ;

[1] 116 participants au total, 61 femmes et 55 hommes

2.4 prend note de la présentation du prof. Gert Vermeulen sur le *« Projet d'avis sur le texte provisoire et le rapport explicatif du projet de Deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité (STE n° 185) concernant la divulgation directe de données relatives aux abonnés et le fait de donner effet à une injonction d'une autre Partie ordonnant la production accélérée de données »*, tient un échange de vues, adopte l'avis (document T-PD(2019)08FIN) ad referendum et demande au Secrétariat de le transmettre au Secrétariat du T-CY pour information et examen par le T-CY ;

2.5 participe à l'Atelier 2 de la Conférence Octopus 2019 : « Protection des données et justice pénale : quels sont les enjeux ? » et prend note de l'invitation de sa présidente à élaborer un régime de protection de la vie privée pour le deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la base de la Convention 108 modernisée ainsi que de sa disponibilité pour assister les groupes de rédaction et la plénière du T-CY dans cette tâche ;

2.5 prend note de la présentation de M. Frédéric Wickert du rapport sur la reconnaissance faciale et l'ensemble de recommandations correspondant, procède à un échange de vues avec l'expert et demande à son Bureau de réexaminer les documents lors de sa 49e réunion sur la base des discussions et d'éventuelles observations écrites (les délégations sont invitées à envoyer leurs commentaires jusqu'au 6 décembre 2019) ;

2.6 prend note de la présentation de Mme Jen Persson de son rapport « *Protection des données relatives aux enfants dans les systèmes éducatifs : défis et solutions possibles* » et de la présentation de Mme Jun Zhao, procède à un échange de vues avec les expertes et demande à son Bureau de réexaminer les documents lors de sa 49e réunion sur la base des discussions et d'éventuelles observations écrites (les délégations sont invitées à envoyer leurs commentaires jusqu'au 6 décembre 2019) ;

2.7 prend note de la présentation de MM. Yves Poullet et Benoît Frénay de leur rapport sur le profilage et l'ensemble de propositions relatives à la mise à jour de la Recommandation 2010(13) sur le profilage, procède à un échange de vues avec les experts et demande à son Bureau d'examiner les documents lors de sa 49e réunion sur la base des discussions et d'éventuels commentaires écrits (les délégations sont invitées à envoyer leurs commentaires jusqu'au 6 décembre 2019) ;

2.8 élit M. Eduardo Bertoni (Argentine) en tant que membre du Bureau (son mandat se terminera à la 40e réunion plénière) ;

2.9 prend note des informations sur la coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe, en particulier avec le Comité de la Convention sur la manipulation de compétitions sportives (Convention de Macolin), le Comité pour les droits de l'enfant (CAHENF), le Comité ad hoc sur l'intelligence artificielle (CAHAI), le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) et le Comité de bioéthique (DH-Bio) ;

2.10 adopte l'avis (document T-PD(2019)09) sur le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres concernant « les conséquences des systèmes algorithmiques pour les droits de l'homme », soumis pour commentaires par le Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) et demande son Secrétariat de le transmettre au Secrétariat du CDMSI ;

2.11 prend note des informations fournies par le Secrétariat concernant les programmes de coopération mis en œuvre dans le domaine de la protection des données ;

2.12 prend note des principaux développements aux niveaux national et international en matière de protection des données, en particulier des événements suivants : EuroDIG (La Haye, 19-20 juin 2019), la 17e réunion du Réseau ibéro-américain de protection des données (Mexique, 19-21 juin 2019), la Conférence internationale sur la vie privée en Afrique (Accra, 24-27 juin 2019), la Conférence de l'AFAPDP (Dakar, 16-18 septembre 2019), la 41e ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019), la réunion du groupe de travail sur la protection des données et l'identité du Réseau africain des autorités de protection des données (Rabat, 4-5 décembre) et l'IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019) ;

2.13 prend note des informations communiquées par les observateurs, en particulier a) par l'ICDPPC / Assemblée mondiale de la vie privée sur la dernière conférence organisée à Tirana (21-24 octobre 2019), les résolutions adoptées, la nouvelle stratégie politique adoptée par la Conférence/Assemblée et l'importance, à cet égard, de la Convention 108, b) par le Réseau ibéro-américain de protection des données, notamment sur les résultats de la 17e réunion ibéro-américaine de protection des données (Mexique, 19-21 juin 2019), c) par Interpol sur la révision en cours des règles de protection des données au sein de l'organisation et la création d'un comité permanent sur la protection de la vie privée et des données ainsi que sur la poursuite de la formation des agents de police dans le cadre du programme Glacy+, d) par les Philippines sur le 52e Forum Asie-Pacifique sur la vie privée et le Forum mondial sur la vie privée, ainsi que sur le lancement du projet Safe Techs, e) par le Centre financier international d'Abu Dhabi sur l'émission de premières instructions de mise en application et les perspectives actuelles d'élaboration d'une législation complète sur la protection de la vie privée, ainsi que sur la nécessité de sensibiliser les pays du Golfe à la Convention 108, f) par le Réseau africain des autorités de protection des données sur ses dernières activités et la mise en place de trois groupes de travail au sein des 13 membres actuels du Réseau, g) par la Corée du Sud sur les dernières modifications de sa législation nationale sur la protection de la vie privée et des données à caractère personnel et sur la perspective d'adhérer à la Convention 108+ dans un avenir proche, h) par la Fondation australienne pour le respect de la vie privée sur les récentes soumissions faites en coopération avec Privacy International et EPIC concernant un projet de loi australien relatif à une base de données nationale sur la reconnaissance faciale ainsi que sur le rapport publié par la Commission australienne de la concurrence et de la consommation (ACCC) sur le renforcement de la loi nationale sur la vie privée ;

2.14 prend note des informations communiquées par le Commissaire à la protection des données quant à la nomination d'une déléguée à la protection des données et au fait que l'actualisation de la Réglementation interne relative au traitement des données menée par le Conseil de l'Europe n'est pas encore disponible ;

2.15 prend note du lancement de la deuxième édition du Prix Stefano Rodota et de la demande du Secrétariat de relayer la diffusion de l'appel au niveau national ;

2.16 demande à son Bureau de traiter la question d'une délégation concernant l'interprétation des termes « traitement arithmétique » (article 2, définition du traitement des données), la distinction faite entre le statut juridique du « responsable de traitement » et du « destinataire », et pour des orientations sur l'anonymisation et la pseudonymisation, en relation avec une « personne identifiée ou identifiable » ;

2.17 confirme les dates des réunions plénières qui se tiendront à Strasbourg du 1er au 3 juillet 2020 et du 18 au 20 novembre 2020, et des prochaines réunions du Bureau, du 11 au 13 décembre 2019 à Strasbourg, du 25 au 27 mars à Paris et du 28 au 30 septembre à Paris.

ANNEXE I

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2019)RAP38Abr	Rapport abrégé de la 38ème réunion plénière (Strasbourg, 13-14 juin 2019)
T-PD-BUR(2019)48RAP	Rapport abrégé de la 48ème réunion du Bureau (Paris, 25-27 septembre 2019)
T-PD(2017)WP2018-2019	Programme de travail du Comité 2018-2019
T-PD(2019)WP2020-2021final	Programme de travail du Comité 2020-2021
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du secrétariat
	Jan Kleijssen, Directeur, Société de l'information et de l'action contre la criminalité
	4. Modernisation de la Convention 108
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	• Projet de rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	• Protocole d'amendement
	5. Etat des signatures, ratifications et adhésions
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat. • Convention 108: tableau des signatures et ratifications • Protocole d'amendement: tableau des signatures et ratifications
	6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	Expert: Mme Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur. Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Rapporteur du Groupe de travail et par l'expert, et tiendra un échange de vues sur le sujet.
Mandat	Mandat du Groupe de travail sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (version anglaise seulement)

T-PD(2018)20rev3	Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (version anglaise seulement)
T-PD(2018)21rev3	Eléments d'informations sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (version anglaise seulement)
	7. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
	Expert: M. Gert Vermeulen, Professeur Titulaire de droit pénal (européen et international), Directeur, Département de Criminologie, Droit pénal et Droit social, Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP)
T-CY document de consultation Projet de document d'orientation	Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par l'expert et finalisera le document d'orientation préparé en réponse à la consultation menée par le Comité Cybercrime.
T-PD(2019)08rev	Documents de référence T-PD(2019)3 (uniquement en anglais) T-PD(2019)8FIN (uniquement en anglais) Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques (uniquement en anglais) Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais) Messages clés de la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)
	8. Reconnaissance faciale
	Experts: Sandra Azria, avocate et Frédéric Wickert, fondateur et PDG de A.I.Sense
T-PD(2019)05rev	Action requise : le Comité prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts en vue de permettre sa finalisation et la décision sur son suivi.
	9. Protection des données et systèmes d'éducation
	Experts : Jen Persson, directrice, " defenddigitalme " et Jun Zhao, Maître de recherche, Faculté d'Informatique, Université d'Oxford
T-PD(2019)06BISrev T-PD(2019)06rev	Action requise : le Comité prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts en vue de permettre sa finalisation et la décision sur son suivi.

	10. Mise à jour de la recommandation CM/Rec(2010)13 sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage
CM/Rec(2010)13 T-PD(2019)07 T-PD(2019)07BISrev	Experts : Yves Poullet, recteur honoraire de l'Université de Namur, Benoit Frénay, chargé de cours à la faculté d'informatique de l'Université de Namur.
	Action requise : le Comite prendra note du projet de rapport et tiendra un échange de vues sur le sujet avec les experts en vue de permettre sa finalisation et la décision sur son suivi.
	11. Elections
	Action requise : le Comité procèdera à l'élection d'un membre du Bureau
	12. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.

T-PD(2019)09	• Convention de Macolin
	• CAHENF
	• CAHAI
	• Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)
	  ○ Draft recommendation
	  ○ Conférence Ministérielle
	  ○ MSI-AUT

	13. Projets de coopération
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
Council of Europe HELP course onData Protection and Privacy Rights T-PD(2019)02Rev2	Projets de coopération du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des données (document d'information, uniquement en anglais)
	14. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données
	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	• EuroDIG (La Haye, 19-20 juin 2019) • XVIIème réunion du réseau ibéro-américain (Mexico, 19-21 juin 2019)

	• Conférence internationale sur la protection de la vie privée en Afrique (Accra, 24-27 juin 2019) • Conférence de l'AFAPDP (Dakar, 16-18 septembre 2019) • ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019) • IGF (Berlin, 28-29 novembre 2019)
	15. Observateurs
	Action requise : le Comité prendra note des informations fournies par les observateurs.
	Observateurs - Etat des lieux et critères d'admission
	16. Commissaire à la protection des données personnelles
	Action requise: Le Comité prendra note des informations fournies par le Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe.
	Règlement du Secrétaire Général
	17. Prix Stefano Rodota
Lien	Action requise : Le Comité prendra note des informations fournies par le secrétariat.
	18. Prochaines réunions
Calendrier	Action requise : Le Comité prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.
	19. Questions diverses

ANNEXE II

LISTE DES PARTICIPANTS

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

Alketa Koja, Inspector, Data protection authority

Malvina Tagani, Specialist, Data protection authority

ANDORRA / ANDORRE

Anna Cadena, Data Protection Agency of Andorra, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, 5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

Joan Crespo, Head of the Data Protection Agency of Andorra, Carrer Dr. Vilanova, 15-17, -5, edifici Consell General, AD 500-Andorra la Vella

ARMENIA / ARMENIE

Gevorg Hayrapetyan, Head of the Personal Data Protection Agency, RA Ministry of Justice, 41a Halabyan street, 0078, Yerevan, Armenia

ARGENTINA / ARGENTINE

Eduardo Andrés Bertoni, Directeur de l'Agence d'Accès à l'Information Publique, Julio Argention Roca 710, 2° Piso, Ciudad Autonoma de Buenos Aires, C.P C1067ABP

AUSTRIA / AUTRICHE

Michael Adelmann, LL.M. (WU), Austrian Data Protection Authority, Barichgasse 40-42, 1030 Vienna

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Ismayil Asadov, Deputy Head, Department of International Law and Treaties, Ministry of Foreign Affairs, 50 Sh.Gurbanov str., 1009 Baku

BELGIUM / BELGIQUE

Alexander Hoefmans, Chef de service, Égalité des chances, SPF Justice, 115 Boulevard de Waterloo, 1000 Brussel

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE ET HERZEGOVINE

Una Kurtić Demir, Associate Investigator, Division for International Cooperation and Public Relations, Personal Data Protection Agency

BULGARIA / BULGARIE No information received / Absence d'information

CABO VERDE / CAP VERT

Carla Elias Resende, Senior Legal Technician, Member of the National Commission of Data Protection (CNPD), Av. da China, Rampa Terra Branca, Apartado 1002 - C.P. 7600

CROATIA / CROATIE

Iva Ivanković, Senior Associate, Department for International Cooperation, European and Legal Affairs, Personal Data Protection Agency, Martićeva 14, 10000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Maria Michaelidou, Office of the Commissioner for Personal Data Protection,P.O. Box 23378, 1682 Nicosia, Cyprus

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Jiří Maštalka, Office for Personal Data Protection Pplk. Sochora 27, 170 00 Prague 7

DENMARK / DANEMARK

Andreas Zacharias Arnsel, Head of Section, LL.M., International division, Data Protection Agency

ESTONIA / ESTONIE

Pille Lehis, Director General, Data Protection Inspectorate, Tatari 39, 10134 Tallinn

FINLAND / FINLANDE

Virpi Koivu, Senior Specialist, Department for Democrary and Public Law, EU Law and Data Protection, Ministry of Justice, PO Box 25, FI-00023

FRANCE

Vincent Filhol, Chargé de mission pour les affaires civiles et pénales internationales auprès du directeur des affaires juridiques du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, 57 boulevard des Invalides, 75700 Paris 07 SP

Sophie Bory, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales, CNIL, 3 Place de Fontenoy, TSA 8071, 75334 Paris Cedex 07

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani (first Vice-Chair / première Vice-présidente), Personal Data Protection Inspector of Georgia, 7, N. Vachnadze Str., Tbilisi, 0105

GERMANY / ALLEMAGNE

Stefan Niederer, The Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information Unit 14 - European and International Affairs, Husarenstraße 30, 53117 Bonn

GREECE / GRÈCE No information received / Absence d'information

HUNGARY / HONGRIE

Tamás János Bendik, Senior Strategic Advisor, National Authority for Data Protection and Freedom of Information (Cabinet of the President), Szilágyi Erzsébet fasor 22/C, 1125 Budapest

ICELAND / ISLANDE

Björg Thorarensen, Chairperson of the Board of the Data Protection Authority Iceland, Raudarárstigur 10, 105 Reykjavik

IRELAND / IRLANDE

Kenneth Maher, Assistant Principal Officer, Civil Justice and Equality Legislation, Regulation and Reform Department of Justice and Equality, Bishop's Square Redmond's Hill, Dublin 2

ITALY / ITALIE

Alessandra Pierucci (Chair/Présidente), Department of International affairs, Garante, Roma

LATVIA / LETTONIE No information received / Absence d'information

LIECHTENSTEIN

Julia Stütz, Legar Officer, Data Protection Authority, P.O. Box 684, 9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE

Danguolė Morkūnienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate, L. Sapiegos str. 17, 10312 Vilnius

LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'Etat, Bâtiment Zurich, 3 boulevard Roosevelt, L-2450 Luxembourg

Tatiana Isnard, Juriste, Protection des données, Ministère d'État, Service des médias et des communications

MALTA / MALTE

Ingrid Camilleri, B.A., LL.D., Head – Legal, Office of the Information and Data Protection Commissioner, Airways House, Second Floor, High Street, Sliema SLM 1549

MAURITIUS / MAURICE

Druheisha Madhub, Data Protection Commissioner, Data Protection Office, 5th Floor, SICOM Tower, Wall Street, Ebène

MEXICO / MEXIQUE

María Patricia Kurczyn Villalobos, Commissaire de l'institut National de Transparence, d'accès à l'information et protection des données du Mexique (INAI), Insurgentes Sur 3211, Col. Insurgentes Cuicuilco, Del. Coyoacàn, Mexico D. F. C.P. 04530

MONACO

Corinne Laforest de Minotty, Chargée de Missions auprès du Conseiller de Gouvernement-Ministre des Relations Extérieurs et de la Coopération, Département des Relations Extérieures et de la Coopération, Ministère d'Etat, Place de la Visitation, 98000 Monaco

MONTENEGRO

Radenko Lacmanović, member of Council, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information of Montenegro, Bulevar Svetog Petra Cetinjskog br. 147, Podgorica

Dušan Slijepčević, Assistant of Mr Lacmanović

MOROCCO / MAROC

Brahim Fadel Bouabid, Commissaire, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

Nouzha Mhandez Tlemçani, Responsable du Département Contrôle et Expertise, Commission Nationale de contrôle de la protection des Données à caractère Personnel (CNDP)

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Jaap Van Rijn van Alkemade, Senior Legislative Lawyer, Ministry of Justice and Security, Postbus 20301, 2500 EH The Hague

NORTH MACEDONIA / MACÉDOINE DU NORD

Igor Kuzevski, Secretary General, Directorate for Personal Data Protection, Goce Delcev 18, 1000 Skopje

NORWAY / NORVEGE

Jon Lunde, Adviser, Norwegian Ministry of Justice and Public Security, The Legislation Department

POLAND / POLOGNE

Urszula Góral, Director of the Social Education and International Cooperation Department, Bureau of the Data Protection Authority, ul. Stawki 2, 00-193 Warszawa

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice, Avenida D. João II, n.º1.08.01 E, Torre H, Pisos 2/3, 1990-097 Lisboa

REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection of the Republic of Moldova, 48 Serghei Lazo street, MD-2004 Chisinau

ROMANIA / ROUMANIE

Ancuca Gianina Opre, President, National Supervisory Authority for Personal Data Processing, Bd. Magheru no. 28-30, 5th floor, 010336, Bucharest

Alina Savoiu, Head of the Legal and Communication Department National Supervisory Authority for Personal Data Processing, Bd. Magheru no. 28-30, 5th floor, 010336, Bucharest

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Aisaly Badyagina Head of Data Processing Regulation, Information Security Department, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Olga Emuranova, Expert, Division of the registry of personal data subjects, Department of the protection of rights of personal data subjects, Federal Service for Supervision of Communications, Information Technology and Mass Media (Roskomnadzor)

Artem Evdakov, Advisor, Department of International Cooperation, Ministry of Digital Development, Communications and Mass Media

Anastasiya Toporova, Third Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs

Olga Zinchenko, Third Secretary, Department for the Protection of Human Rights, Ministry of Foreign Affairs

SAN MARINO / SAINT MARIN

Nicola Fabiano, President, Autorita Garante per la protezione dei dati personali, Scala Bonetti, 47893, San Marino

SÉNÉGAL / SENEGAL

Mamoudou Niane, Directeur des Affaires Juridiques et du Contentieux, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B. 34, Mermos VDN, Dakar

Marième Sangare, Chef de la Division des Affaires Juridiques, Commission de Protection des données personnelles (CDP), BP 25528 Dakar - Fann, 34 Sicap Mermoz VDN Lot B. 34, Mermos VDN, Dakar

SERBIA/SERBIE

Nevena Ružić, Head of Office, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection, 42 Svetozata Markovica, 11 000 Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Angela Sobolčiaková, Department of Legal Services, The Office for Personal Data Protection of the Slovak Republic, Department of Legal Services, Hraničná 12, 820 07 Bratislava 27

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Tina Ivanc, Office of the Information Commissioner, Dunajska cesta 22, 1000 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Pablo Manuel Mateos Gascueña, Head of Service, Spanish Agency of Data Protection, Jorge Juan 6, 28001, Madrid

SWEDEN / SUEDE

Petra Forslid, Deputy Director, Division for Constitutional Law, Ministry of Justice, Herkulesgatan 17 103 33, Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

March Buntschu, Préposé fédéral suppléant, Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence (PFPDT), Feldeggweg 1, 3003 Berne

TUNISIA / TUNISIE

Chawki Gaddes, Président de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, 1, rue Mohamed Moalla, 1002, Mutuelleville, Tunis, B.P. 525

TURKEY / TURQUIE

Demet Arslaner Keklikkiran, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Tuba Kendir Tunali, Head of Department, Personal Data Protection Authority

Abdullah Ömeroğlu, Judge, Department of Foreign Relations and EU Affairs, Ministry of Justice

UKRAINE

Mykola Smuk, Representative of the Commissioner in the field of Personal Data Protection21/8, Instytutska street, Kyiv 01008

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Kaoutar Abousmir, Head of International Data Strategy, Cyber Security and Data Policy Team, DCMS, 4th Floor, 100 Parliament Street, London SW1A 2BQ

Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

Christine Ferguson, International Strategy Adviser, Information Commissioner's Office, Wycliffe House, Water Lane, Wilmslow, Cheshire SK9 5AF

Alice Haxell, Data and Identity Directorate, Home Office

Hasan Veli, Policy Adviser, EU Exit and International Data Protection, DCMS

UK OVERSEAS TERRITORY OF GIBRALTAR

Bradley Tosso, Assistant Information Commissioner, Gibraltar Regulatory Authority, 2nd Floor, Eurotowers 4, 1 Europort Road, Gibraltar GX11 1AA

URUGUAY (apologised / excusé)

OBSERVERS / OBSERVATEURS

ABU DHABI GLOBAL MARKET AUTHORITY

Tim Land, Head of Abu Dhabi Global Market (ADGM) Office of Data Protection, PO Box 111999 Abu Dhabi, United Arab Emirates

BURKINA FASO

COMMISSION DE L'INFORMATIQUE ET DES LIBERTES (CIL)

Marguerite Ouedraogo Bonane, Présidente, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL)

Ahmed Hissène Ange Marie Noël Ouedraogo, Secrétaire général, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL)

Sié Maxime Da, Directeur de l'expertise technique et du contrôle, Commission de l'Informatique et des Libertés (CIL)

CANADA

Claudette Rondeau, Counsel, Centre for Information and Privacy Law, Public Law and Legislative Services Sector, Department of Justice, 284 Wellington Street, Rm 3076, Ottawa, Ontario, K1A 0H8, Canada

Kate Wilson, Legal Counsel, Office of the Privacy Commissioner of Canada

CHILE / CHILI

Francisco Leturia, Commissioner, Chilean Transparency Council, Morandé 360 piso 8, Santiago

GABON

COMMISSION NATIONALE POUR LA PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (CNPDCP)

Steve Singault Ndinga, Commissaire Permanent

Albert Boussougou Ibouily, Rapporteur

GHANA

Patricia Adusei-Poku, Executive Director, Data Protection Commission

ISRAEL / ISRAËL

Sharon Azarya, Head of International Relations Innovation and Policy Development Department**,** Privacy Protection Authority, The Government Campus, 125 Begin Road, 9th Floor, POB 7360, Tel Aviv 6701201

Eyal Zandberg, Senior Director of Constitutional Law in the Department of Public and Constitutional Law, Ministry of Justice

PHILIPPINES

Jose Amelito S. Belarmino II, Attorney, Policy Review Division, The National Privacy Commission

5th Floor Delegation Building, Philippine International Convention Center Complex, Roxas Blvd, Pasay, Metro Manila

Natassia L. Fortea, Attorney, The National Privacy Commission, 5th Floor Delegation Building, Philippine International Convention Center Complex, Roxas Blvd, Pasay, Metro Manila

Rajyl Muleta, Policy Review Division, The National Privacy Commission, 5th Floor Delegation Building, Philippine International Convention Center Complex, Roxas Blvd, Pasay, Metro Manila

REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIQUE DE COREE

Hyonsook Choi, Korea Communications Commission (KCC)

Heajin Lee, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Borum Park, Korea Internet & Security Agency (KISA)

Jeasuk Yun, Manager, Personal Information Cooperation Team, Korea Internet & Security Agency (KISA)

AUSTRALIAN PRIVACY FOUNDATION (APF) / FONDATION AUSTRALIENNE VIE PRIVEE

Graham Greenleaf, Board member, Professor of Law & Information Systems, Faculty of Law, UNSW, Sydney, Australia

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Chawki Gaddes, Président

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPEEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Olivier Matter, Legal & Policy Officer, Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer, Rue Wiertz 60, B-1047 Brussels, Office address: Rue Montoyer 30, B-1000 Brussels

EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE

Cristina Monti, Policy officer, Directorate General for Justice and Consumers, C4: International data flows and protection, MO59 03/10,B-1049 Brussels/Belgium

EU AGENCY FOR FUNDAMENTAL RIGHS (FRA) / AGENCE DES DROITS FONDAMENTAUX DE l'UNION EUROPEENNE

Mario Oetheimer, Deputy Head of Unit, Research & Data, Schwarzenbergplatz 11, 1040 Vienna, Austria

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFERENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA VIE PRIVEE

Olivier Matter, Legal & Policy Officer, EDPS

INTERPOL

Sabine Berghs, Legal Officer, Data Protection Office, 200 Quai Charles de Gaulle 69006 Lyon, France

OTHER PARTICIPANTS / AUTRES PARTICIPANTS

COUNCIL OF EUROPE DATA PROTECTION COMMISSIONER / COMMISSAIRE A LA PROTECTION DES DONNÉES DU CONSEIL DE L'EUROPE

Jean-Philippe Walter, Council of Europe, Strasbourg, France

EXPERTS SCIENTIFIQUES / SCIENTIFIC EXPERTS

Benoit Frenay, CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société)

Gert Vermeulen, Director, Institute for International Research on Criminal Policy (IRCP), Ghent University, Campus Aula, Universiteitstraat 4, B-9000 Ghent, Belgium

Jen Persson, Director, defenddigitalme

Yves Poullet, Recteur honoraire de l'université de Namur, Professeur honoraire à la faculté de droit Professeur associé à l'Université Catholique de Lille, Membre de l'Académie Royale de Belgique, Université de Namur, Rue de Bruxelles 61 - 5000 Namur, Belgique

Cécile de Terwangne, Professeur à la Faculté de Droit, Directrice de recherche au CRIDS (Centre de Recherches Informatique, Droit et Société), Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix (FUNDP) Namur, Belgique

Frédéric Wickert, Founder & CEO A.I. Sense

Jun Zhao, Senior Research Fellow, Department of Computer Science, Oxford University

COUNCIL OF EUROPE BODIES AND SECRETARIAT / ORGANES ET SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Office of the Commissioner for Human Rights / Bureau de la Commissaire aux droits de l'homme

Matthieu Birker, Adviser / Conseiller
Elise Fabre, Trainee / Stagiaire

Council of Europe data protection officer / Déléguée à la protection de données du Conseil de l'Europe
Ekaterina Bykhovskaya

Directorate General for Democracy / Direction Générale de la Democratie

Murat Kilic, programme manager, Education Policy Division / responsable de programme, Division des politiques de l'éducation

Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale Droits de l'Homme et Etat de Droit

Directorate - Information Society and Action against Crime /
Direction - société de l'information et lutte contre la criminalité

Jan Kleijssen, Director / Directeur

Information Society Department / Service de la société de l'information

Patrick Penninckx, Head of Department / Chef de Service

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Laura Barrera Cano, Assistante

Anne Boyer-Donnard, Principal Administrative Assistant / assistante administrative principale

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee of Convention 108 / Secrétaire du Comité de la Convention 108

INTERPRETERS / INTERPRETES

Mme Elisabetta Bassu
Mr Luke Tilden
Mme Katia Di Stefano